Initiatives ministérielles

Cinquièmement, l'article 87 de la Loi sur les Indiens qui prévoit une exemption d'impôt pour les Indiens cessera de s'appliquer à tous les membres des premières nations du Yukon et à tous les Indiens du Yukon trois ans après l'entrée en vigueur de la loi. Les premières nations auront le pouvoir législatif de promulguer des lois. La Loi sur l'autonomie gouvernementale du Yukon donne le pouvoir de légiférer dans quatre grands domaines. Cela englobe des lois relatives à la gestion interne et à l'administration des droits et avantages obtenus aux termes de l'entente sur les revendications territoriales.

• (1615)

Il s'agit en outre des lois de nature locale ou privée qui s'appliquent aux terres, des lois concernant principalement la prestation de programmes et de services aux citoyens des premières nations et des lois relatives au pouvoir des premières nations d'imposer les droits ainsi qu'aux terres désignées et d'utiliser d'autres méthodes d'imposition directe des citoyens des premières nations établis sur ces terres.

D'un commun accord, ces pouvoirs d'imposition ne seront pas exercés pendant au moins trois ans, à moins que la première nation en question et le gouvernement n'en conviennent autrement. Le pouvoir d'imposition de la première nation ne limite en rien celui du gouvernement fédéral. Cela veut dire que, en tant que gouvernement, les premières nations vont négocier avec les gouvernements du Canada et du Yukon afin de s'assurer que leur législation fiscale s'harmonise au système existant.

À longue échéance, ce pouvoir de prélever des impôts sur le revenu et des impôts fonciers va permettre au gouvernement des premières nations de financer les programmes et les services qu'il estimera nécessaires au plan régional.

Bien que la loi fédérale continue en général de prévaloir lorsqu'elle n'est pas contraire au présent projet de loi sur les revendications territoriales ni aux ententes connexes, les pouvoirs législatifs accordés aux premières nations vont leur donner un meilleur contrôle de leurs affaires.

Chacune des premières nations aura sa Constitution propre prévoyant différentes choses, y compris la reconnaissance et la protection des droits et des libertés des membres des premières nations.

La Constitution de chacune des premières nations spécifiera aussi comment la validité des lois de celles-ci pourra être contestée, comment la responsabilité financière sera assurée, et comment les exécutifs des premières nations seront établis. Elle assurera surtout que les premières nations soient gouvernées de façon démocratique et responsable.

Les premières nations auront aussi des pouvoirs législatifs concernant l'administration de la justice. Toutefois, le projet de loi suspend l'exercice de ces pouvoirs jusqu'en l'an 2000 si une entente n'intervient pas entre les gouvernements du Canada et du Yukon, d'un côté, et les premières nations, de l'autre, sur la façon dont les premières nations pourront exercer ces pouvoirs.

Toutes les parties sont tenues par la loi de négocier à cette fin. Entre-temps, les Premières nations n'exerceront pas ces pou-

voirs. J'ai bon espoir qu'on en arrivera à une entente bien avant l'an 2000.

Entre-temps, les premières nations auront un pouvoir limité de fixer les peines pour les infractions à leurs lois. Les poursuites pour ces infractions se feront devant les tribunaux du Yukon et seront traitées comme les infractions à la loi territoriale sur les poursuites sommaires.

L'administration de la justice est un domaine qui, par le passé, a créé bien des frictions entre les autochtones et le reste de la société canadienne. On espère que les accords sur l'autonomie gouvernementale au Yukon conduiront à un régime où le plus de responsabilités possibles seront exercées par chacune des premières nations à l'intérieur du cadre constitutionnel canadien.

Les accords sur l'autonomie gouvernementale prévoient le transfert direct aux premières nations de la responsabilité sur de nombreux programmes et services actuellement fournis par le gouvernement fédéral ou le gouvernement territorial. Chaque année, les premières nations informeront le gouvernement de leurs priorités et de leurs plans concernant ces transferts.

Le gouvernement n'entend pas précipiter le processus de transfert ni y mettre un terme, mais il veut réagir rapidement aux désirs qu'exprimeront les premières nations. Le rythme des transferts doit être décidé par les premières nations en fonction de leurs capacités, de leurs priorités et de leurs aspirations.

À cet égard, je prévois que, au cours des prochaines années, au fur et à mesure que les premières nations mettront en oeuvre l'autonomie gouvernementale, il y aura une réduction importante de la taille de mon ministère au Yukon. Le personnel devrait être réduit de 75 p. 100, et le reste des employés demeureront sur place pour que le gouvernement fédéral s'acquitte de ses responsabilités et obligations aux termes des accords sur l'autonomie gouvernementale.

• (1620)

Enfin, les accords et le projet de loi proposent une nouvelle série d'arrangements financiers qui sont meilleurs que ceux que nous avons eus dans le passé avec les premières nations. Ces arrangements seront modelés sur les ententes quinquennales de transfert de fonds qui existent actuellement entre les gouvernements fédéral et territorial et qui fonctionnent très bien.

Les nouveaux arrangements seront les principaux instruments de transfert de fonds entre le gouvernement et les premières nations du Yukon. C'est de cette façon qu'on leur versera les fonds que reçoivent actuellement les bandes et qui serviront désormais au financement des coûts liés à l'autonomie gouvernementale, les fonds qui serviront à financer les programmes gouvernementaux qui relèveront dorénavant des premières nations et les fonds qui doivent être versés à ces dernières pour le règlement des revendications territoriales.

Les nouveaux arrangements financiers permettront aux premières nations de faire de la planification à long terme avec une plus grande certitude et d'établir leurs propres priorités en bénéficiant d'une certaine stabilité financière.

Depuis que j'ai pris ce portefeuille l'an dernier, j'en rencontré beaucoup d'habitants du Yukon et reçu de nombreuses lettres de